

BW Lib.

# BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT



4, AVENUE D'ÉNA, PARIS 16<sup>e</sup>

TÉLÉPHONE : 553.25-10

TELEX : 27.029 PARIS

- 13 -

( ATTENTION EMBARGO )

Discours de M. Robert S. McNamara, Président  
de la Banque Mondiale, devant une conférence  
de l'Association de la Presse Inter-Américaine  
à Buenos-Aires, le 18 octobre 1968

Texte préparé à l'avance

Je suis honoré de me trouver ici ce soir et particulièrement heureux d'avoir l'occasion de m'adresser aux membres de l'Association de la Presse Inter-Américaine, qui a tant fait en faveur de la liberté de la presse dans l'ensemble des Amériques.

C'est la première fois que je prends la parole en public en dehors de Washington, et c'est également la première fois que je visite l'Amérique latine en tant que Président de la Banque Mondiale. Mais la Banque n'est pas ici une inconnue.

- Il y a vingt ans, elle accordait son premier prêt de développement dans un pays peu développé. Ce prêt fut consenti au Chili pour l'aider à financer sa production d'énergie électrique.
- Il y a onze ans, notre filiale, la Société Financière Internationale, alors nouvellement créée, procédait à son premier investissement dans l'industrie privée. C'était dans une usine de matériel électrique au Brésil.
- Il y a sept ans, au moment même où l'Alliance pour le Progrès faisait ses débuts, l'Association Internationale de Développement - notre filiale spécialisée dans les prêts à des taux de faveur - accordait son premier crédit pour aider à construire une route qui devait ouvrir aux communications presque le tiers d'un pays. C'était au Honduras.

La Banque n'est donc pas une nouvelle venue ici. C'est une associée de longue date dans les efforts de développement menés sur ce continent. Mais je suis, moi, un nouveau venu. Je suis à la Banque depuis à peine six mois, au cours desquels j'ai essayé d'apprendre le plus possible sur les 110 pays que je sers en tant que fonctionnaire international.

Je suis responsable devant eux et cette responsabilité m'impose d'étudier le processus du développement de nos membres et d'en discuter avec franchise et objectivité. Cela me semble être le premier devoir d'un bon fonctionnaire.

D'une part, je dois chercher à interpréter les problèmes et les aspirations de nos membres auprès de ceux qui nous fournissent les fonds que nous prêtons à notre tour. D'autre part, je suis obligé de m'exprimer sans détour quant aux mesures que nous estimons les plus adéquates pour promouvoir le développement économique et social et d'indiquer franchement notre souci quant à leur progrès.

Avant d'entreprendre ce voyage, je me suis entretenu avec de nombreuses personnes au sujet des perspectives et des problèmes, des espoirs et des craintes, des succès et des échecs de cette zone géographique, partie méridionale de l'hémisphère occidental. J'ai découvert qu'il y avait beaucoup de réalisations solides, de nombreuses raisons d'espérer, mais aussi de nombreuses causes d'inquiétude.

Les vents des changements sociaux, politiques et économiques soufflent sur l'ensemble de l'hémisphère.

Les vingt dernières années ont vu l'implantation d'une infrastructure économique imposante. D'un bout à l'autre de la région, de nouvelles installations de production d'énergie électrique, de nouvelles routes, des ports modernes, des réseaux de télécommunications améliorés, des exploitations agricoles plus productives, de nouvelles industries, grandes et petites, témoignent de la détermination des efforts nationaux, de la coopération internationale et de l'ingéniosité des chefs d'entreprises. Nous sommes fiers, à la Banque, d'avoir été associés à beaucoup de ces réalisations de vos peuples.

Partout en Amérique latine, se manifestent également des signes d'une véritable résolution collective d'améliorer le sort de l'individu. Dans quelques pays, la réforme agraire commence à se dessiner; dans beaucoup, l'enseignement est modernisé et développé. Dans presque tous les pays, des efforts sérieux sont entrepris pour la première fois pour obtenir que toutes les couches de la population contribuent équitablement, sur le plan fiscal, aux besoins du gouvernement pour le financement du développement.

Par ailleurs, les pays qui ont encore des territoires neufs les mettent graduellement en valeur, colonisant des terres nouvelles, utilisant des ressources jusqu'ici inexploitées. Et dans les grandes villes se déroulent des expériences audacieuses destinées à rendre la vie urbaine plus satisfaisante, plus enrichissante et plus belle.

Tout cela constitue bien sûr un simple commencement. Il reste un catalogue très bien rempli d'actions à entreprendre par notre génération et les générations à venir. Mais il est impossible de ne pas reconnaître le progrès considérable qui a été accompli au cours des vingt dernières années.

Je n'ai pu, cependant, manquer de discerner les ombres du tableau: les échecs aussi bien que les succès, les entreprises inachevées qui sont encore devant nous et qui sont une source de préoccupations:

- . Je suis préoccupé par le fait qu'au cours des dernières décennies l'Amérique latine n'ait pas répondu aux espoirs qu'elle suscitait au début de ce siècle, dans les domaines de la croissance et de la modernisation.
- . Je suis préoccupé de voir les économies latino-américaines continuer à dépendre essentiellement de leurs exportations de matières premières, qui sont hautement vulnérables quant aux fluctuations des prix et du volume des échanges, alors que la communauté mondiale n'a pas encore réussi à mettre au point un système pratique de stabilisation des prix des produits de base.
- . Je suis préoccupé par la persistance de l'inflation destructive qui continue à affecter plusieurs des pays d'Amérique latine parmi les plus vastes.
- . Je suis préoccupé par le cloisonnement de l'industrie latino-américaine dans des marchés nationaux étroits et par la lenteur des progrès accomplis vers une intégration économique.
- . Je suis préoccupé par la rigidité de systèmes sociaux dans lesquels la masse de la population est pauvre, une petite minorité est riche et où il y a bien peu de chances pour le plus grand nombre de s'élever au dessus de leur présente situation misérable.
- . Je suis préoccupé par la croissance explosive de la population dans la plupart des pays d'Amérique latine, une croissance qui tend à neutraliser l'accroissement des revenus par tête et à paralyser l'amélioration du sort de l'individu.
- . Je suis préoccupé par le fait que certains pays, qui sont restés à la traîne dans le domaine du développement, ont tendance à attribuer à des facteurs externes leur manque de progrès. Je ne veux pas sous-estimer l'importance de ce genre de difficultés, mais j'estime que la volonté de réaliser le développement, accompagnée par l'adoption d'une politique raisonnable sur le plan national, peut faire bouger des montagnes, même en présence de circonstances difficiles à l'extérieur.

- Je suis préoccupé, profondément préoccupé, à la fois comme votre mandant et comme citoyen des Etats-Unis, par le fait que le Congrès américain n'ait pas encore voté les fonds nécessaires à la reconstitution des ressources de l'Association Internationale de Développement, qui est la source des prêts à bas taux d'intérêt et à long terme dont les pays les plus pauvres ont tant besoin.

Je ne soulignerai jamais avec assez de force que mes préoccupations en tant que Président d'une Organisation vouée au développement mondial - car la Banque est en réalité plus qu'une banque, c'est une organisation de développement - concernent aussi bien les insuffisances des pays riches que les échecs des pays pauvres. Mais je ne désespère pas. Il y a des raisons d'espérer, des raisons solides sur lesquelles nous pouvons nous fonder. Nous autres, à la Banque Mondiale, n'avons pas l'intention de nous asseoir dans notre coin et de nous lamenter. Nous avons l'intention d'agir et d'agir en coopération avec vous.

En avril dernier, quand je suis arrivé à la Banque Mondiale, nous avons commencé à étudier où nous pourrions et devrions porter nos efforts au cours des cinq prochaines années. Il résulte clairement de cette étude que nous pouvons faire beaucoup plus et avec l'aide de nos membres, nous avons l'intention de le faire.

En Amérique latine, j'estime que nous devrions, au cours des cinq années qui viennent, prêter au moins deux fois autant qu'au cours des cinq années écoulées -- c'est-à-dire passer d'un niveau moyen annuel de 350 millions de dollars que nous avons connu ces deux dernières années à un niveau de 700 à 800 millions de dollars en 1972.

Vous pouvez légitimement demander: Pouvons-nous trouver les fonds nécessaires à une telle expansion? La réponse est: Oui, je crois que nous le pouvons. Au cours des trois derniers mois seulement, la Banque a recueilli plus de fonds par voie d'emprunt qu'au cours d'aucune année de son histoire.

En insistant sur notre intention de doubler nos prêts à l'Amérique latine, je ne voudrais pas vous faire croire que notre politique sera une simple continuation et extension des pratiques du passé. Le changement opéré en quantité pour les prêts sera accompagné par un changement dans les priorités.

Nous poursuivrons, et même nous accélérerons, le financement des infrastructures de base - routes, barrages, usines électriques, etc. Mais nous espérons faire beaucoup plus pour promouvoir une industrialisation efficace et diversifiée, pour aider à rapprocher l'Amérique latine du stade où elle pourra appliquer

avec profit la science et la technologie modernes à chacun des secteurs de sa vie économique.

Et nous avons l'intention de consacrer une attention toute particulière à deux secteurs dont l'importance est capitale: l'agriculture, qui fut longtemps l'enfant négligé du développement, et l'enseignement, qui détient les clés de la réalisation des possibilités de chacun.

L'enseignement est pour la Banque un domaine relativement nouveau dans lequel nous nous sommes avancés jusqu'ici un peu à tâtons. Nous sommes préoccupés par le nombre des illettrés, mais c'est à un problème plus vaste que nous cherchons à nous attaquer. L'enseignement a un rapport avec tous les aspects du développement: il rend l'ouvrier plus productif, le chef d'entreprise plus créateur, l'agriculteur plus compétent, l'administrateur plus efficace et l'individu en général plus complet.

Notre but sera de fournir une aide dans le domaine de l'enseignement là où elle contribuera le plus directement au processus de développement. Cela signifie, dans certains cas, que nous aiderons à planifier la refonte de systèmes scolaires entiers, depuis le primaire jusqu'à l'enseignement supérieur. Cela signifie une extension de notre aide aux écoles qui forment des cadres, des chefs d'entreprises, des techniciens de l'industrie et de l'agriculture. Cela signifie la conduite d'expériences quant aux différents types d'écoles.

J'espère que par nos prêts nous pourrions augmenter la productivité dans le domaine de l'enseignement, aidant à pallier la pénurie permanente d'enseignants qualifiés en faisant un meilleur usage des meilleurs d'entre eux. Cela comprendra des investissements en manuels, en matériels audio-visuels et dans l'utilisation des moyens modernes d'information (radio, film et télévision) pour l'enseignement.

Jusqu'ici nous avons bien peu prêté dans le domaine de l'enseignement en Amérique latine -- à peine un peu plus de 20 millions de dollars dans les cinq dernières années. Au cours des années prochaines, j'estime que ce chiffre devrait être décuplé.

Mais le secteur dans lequel nous aurons une expansion encore plus grande du volume des crédits dans les cinq prochaines années, c'est l'agriculture, dont tant de latino-américains tirent leur subsistance. Quelques pays d'Amérique latine sont connus de longue date pour leur avance dans diverses activités agricoles, mais beaucoup sont en retard, notamment en ce qui concerne la production de denrées destinées à la consommation intérieure.

Le défi qui nous est lancé c'est d'aider le plus modeste des paysans dans les champs aussi bien que l'ouvrier en ville: ce défi, nous avons l'intention de le relever. Notre objectif est simple: aider les agriculteurs, grands et petits à augmenter leur production de façon substantielle. Nous prêterons pour des réseaux d'irrigation, des usines d'engrais, des services de vulgarisation, des caisses de crédit agricole, l'amélioration des races de bétail et des semences, la production de produits anti-parasitaires, les machines agricoles et les installations de stockage et de conditionnement des produits alimentaires.

Au cours des deux prochaines années, nous avons l'intention de doubler nos prêts agricoles à l'Amérique latine et, au cours des cinq prochaines années, de les quadrupler.

Ainsi, telle est notre résolution: contribuer par tous les moyens en notre pouvoir à la croissance harmonieuse des nations de cet hémisphère.

En même temps, nous vous demandons de renforcer votre propre résolution pour faire face à vos problèmes avec réalisme et pour faire le meilleur usage possible de vos propres ressources et de celles qui vous viennent de l'extérieur.

- . Nous demandons des politiques économiques et sociales permettant une répartition plus équitable des bénéfices tirés de l'accroissement de la production et de la productivité.
- . Nous demandons des mesures destinées à promouvoir des industries exportatrices plus fortes et plus diversifiées et à exploiter des marchés d'outre-mer qui sont vastes et en expansion.
- . Nous demandons que soient limitées les dépenses pour l'achat de matériels militaires ultra-modernes, qui ne sont justifiées par aucune menace, interne ou externe, à la sécurité nationale.
- . Nous demandons un renforcement des liens régionaux, qui encouragera la croissance industrielle, stimulera les exportations et conduira à la coopération dans des programmes d'enseignement et de construction d'installations régionales communes.
- . Nous demandons que soient évaluées de façon réaliste les conséquences de la croissance de la population dans ceux des pays où cette croissance freine de toute évidence le progrès; et qu'un effort sérieux soit fait pour régler ce problème, le plus difficile et le plus complexe de notre temps.

Je me rends parfaitement compte que je pénètre ici sur ce que M. Krieger Vasena, le ministre argentin de l'Economie et du Travail, a qualifié lors de la réunion récente de Washington de "terrain hautement controversé". Je ne manquerai de garder présent à l'esprit son avertissement selon lequel nous devons toujours agir pour la "dignité de l'homme".

Je vous assure que si je m'engage sur ce chemin épineux c'est parce que je suis persuadé que la croissance désordonnée de la population paralyse la croissance économique et par conséquent dégrade en fait la dignité de l'homme en le privant des ressources élémentaires indispensables pour une vie plus remplie et plus heureuse.

Il faut bien accepter le fait que la croissance démographique rapide est le plus grand obstacle au progrès économique et au bien-être social des citoyens de nos pays membres. Et nulle part, la population ne croît plus rapidement qu'en Amérique latine. Entre le Rio Grande et le Cap Horn, une population de plus de 250 millions d'individus connaît aujourd'hui l'augmentation la plus explosive parmi les zones continentales du monde.

En 1900, l'Amérique latine avait 63 millions d'habitants. Il a fallu 50 ans pour y ajouter les premiers 100 millions supplémentaires; 17 ans seulement pour ajouter la centaine de millions suivante. A la fin de ce siècle, la population de l'Amérique latine aura encore augmenté de près de 400 millions de personnes, atteignant un total de près de 650 millions. Elle croîtra alors au rythme de 100 millions de personnes tous les cinq ans.

Ce qui est le plus angoissant, à ce stade, ce ne sont pas les chiffres absolus. Le monde peut encore supporter une population plus nombreuse. Dans cet hémisphère, on peut soutenir que certains pays - y compris celui qui nous reçoit aujourd'hui - ont trop peu d'habitants. Les difficultés sérieuses que nous connaissons proviennent de la rapidité de la croissance. Si la population s'accroît de 3 pour cent par an, même une augmentation du produit national brut de 4,7 pour cent annuellement - moyenne de l'Amérique latine - laisse beaucoup trop peu pour l'expansion des structures de la nation en capital, y compris cet élément déterminant de tout développement, l'éducation des jeunes. Le raz de marée des enfants déferle sur le système scolaire, dévore littéralement la capacité d'épargne et inonde le marché du travail. Il n'y a pas une puissance sur cette terre qui puisse garantir que le progrès économique sera assez rapide pour que tous ces enfants puissent grandir pour être sains, bien instruits et capables d'occuper dignement leur place dans la compétition mondiale.

Le paradoxe le plus désolant de notre temps est sans doute que l'amélioration des programmes sanitaires, entreprise pour des raisons entièrement honorables et humanitaires, ait déchaîné l'explosion démographique du monde en voie de développement. L'inflation de la population par la réduction des taux de mortalité a précédé la modernisation et l'entrave désormais. Si les efforts de développement doivent réussir - non pas le développement d'abstractions telles que "l'économie" ou "l'état", mais le développement des êtres humains, des individus et des familles - nous devons placer la politique démographique au centre de notre stratégie future.

L'accent à mettre, dans les politiques nationales, sur les méthodes diverses de régulation de la population est l'affaire des gouvernements. Le choix des méthodes appartient de façon inviolable aux parents. La Banque Mondiale ne cherche pas à dicter le détail de ces politiques.

Mais en tant qu'organisation de développement, nous devons accorder une priorité à ce problème et nous devons demander aux gouvernements qui recherchent notre assistance de faire de même et de mettre au point une stratégie sérieuse pour stabiliser le taux de croissance de la population.

Il n'y a pas d'autre solution que de nous attaquer directement à cette crise. En conséquence:

- . Nous soulignerons auprès de nos pays membres à quel point la croissance rapide de la population, à elle seule, ralentit leur développement et nous leur indiquerons que ce facteur doit entrer en ligne de compte pour une utilisation optimale des fonds existant dans le monde pour le développement.
- . Nous joindrons nos efforts à d'autres en apportant notre aide à des programmes de recherche destinés à déterminer les méthodes les plus efficaces de planification familiale et d'administration des programmes nationaux de régulation démographique.
- . Et nous rechercherons les occasions de prêter de l'argent pour des programmes de régulation démographique, à ceux de nos pays membres qui désirent une telle aide.

Mesdames et messieurs, j'en ai assez dit. Je suis venu devant vous non seulement pour exprimer mon inquiétude mais pour indiquer les fondements de l'espoir.

Je n'ai pas parlé comme un censeur, considérant l'Amérique latine de haut et de loin, mais comme un ami qui partage vos espoirs et vos aspirations; et comme votre mandant pour aider à les réaliser.



Il y a huit ans, un homme qui a profondément influencé ma propre existence a eu une inspiration. Il en est résulté ce qu'on a appelé l'Alliance pour le Progrès. Elle a eu une démarche bien hésitante, peut-être, mais elle existe toujours. Dans son discours inaugural, le Président Kennedy s'était adressé à ses concitoyens au sujet du monde qui les entourait, leur disant: "Si une société libre ne peut aider le grand nombre de ceux qui sont pauvres, elle ne peut sauver le petit nombre de ceux qui sont riches."

Permettez-moi de suggérer que ces mots ont tout autant de signification pour vous-mêmes et pour tous ceux qui ont un rôle dirigeant dans cet hémisphère, dans les domaines de la pensée et de l'action.

Souvenons-nous de ces mots quand nous considérons l'avenir. Soyons résolus à raviver la flamme de l'Alliance et à en faire un flambeau éclatant que le monde entier pourra voir.

Soyons fiers de notre passé; sachons tirer les leçons de nos erreurs; et joignons nos efforts pour la grande entreprise qui nous attend.